

TRAVAILLEURS IMMIGRES EN LUTTE -



mensuel de l'Organisation Communiste Révolutionnaire
Internationaliste d'Algérie

. 2 F.

N° 36

15 oct. - 15 nov. 1979

Crise, Tiers - Monde et Algérie :

PAS DE SOLUTION CAPITALISTE

A LA CRISE !

p. 3

«LIBERALISATION» EN ALGERIE ?

**QUELQUES COUPS D'ECLAT , MAIS
LA DICTATURE RESTE !**

POINTS DE VENTE

Librairie du Tiers Mythe : 21 rue Cujas, 5ème.
 Librairie Arabe : 2 rue St Victor, 5ème.
 Librairie Rouge : 10 impasse Guéménée, 4ème.
 Présence Africaine : 16 rue des Ecoles, 4ème.
 L'Harmattan : rue des 4-Vents, 6ème.
 Beaux-Arts Monde : 410 rue Gay-Lussac, 6ème.
 Lib. "Le temps des cerises" : 16 rue Gustave Simon, 54000 NANCY
 Librairie 33 : rue St James, BORDEAUX.
 Librairie Quotidienne, 5 rue du Félibre Gaut, 13100 AIX-EN-PROVENCE.
 Librairie 71 : 29 rue Jean Jaurès, 44 NANTES.
 Librairie LIRE : rue Sainte, MARSEILLE.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE,
S'ADRESSER A :

T.I.L.
 29 rue Descartes
 75005 PARIS.
 (Ne spécifier que TIL°)

CONDITIONS D'ABONNEMENT :

- 48 Fr l'année, en timbres poste
(24 FR de mensuel + 24 Fr de frais d'envoi).
- Pour l'étranger : écris-nous.

NOUS VOUS RAPPELONS QUE NOUS NE
POUVONS PAS ACCEPTER LES CHEQUES
ET LES MANDATS.

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

p 3 à 10

: La crise internationale, le Tiers Monde et l'Algérie:
Pas de solution capitaliste à la crise !

p 11, 12

: Maroc : La bourgeoisie mène sa guerre, faisons la guerre
à la bourgeoisie !

IMMIGRATION

p 13

: Nanterre : pas de tente sur le bitume !

p 14, 15

: Comment l'Etat algérien a-t-il défendu "ses" travailleurs
émigrés jusqu'ici ?

ALGERIE

p 16, 17, 18

: "Libéralisation" en Algérie ? Quelques coups d'éclat,
mais la dictature reste !

PAS DE SOLUTION CAPITALISTE A LA CRISE.

Le travailleur immigré algérien qui rentre au pays après en être resté éloigné pendant plusieurs années ne peut manquer d'être surpris par le changement. Dans de nombreuses villes, des usines ont poussé comme des champignons, les constructions nouvelles ont transformé le paysage.

S'il n'a en aucune façon réglé le problème de l'emploi, le développement industriel de l'Algérie depuis 1962 est néanmoins incontestable. Cette impression de développement est renforcée par le fait qu'aujourd'hui, dans certaines professions, à condition de posséder une qualification, un ouvrier peut relativement facilement trouver un emploi. La propagande du régime utilise au maximum cette situation pour essayer d'entretenir un climat optimiste, en n'hésitant pas à gonfler très généreusement les statistiques de ses résultats industriels.

Selon cette propagande, les difficultés d'approvisionnement, l'austérité ne seraient que des fléaux passagers dans le cadre d'une croissance économique impétueuse qui permettrait à l'Algérie de sortir du sous-développement, voire de rejoindre un jour le niveau de vie de certains pays industriels et de réinsérer confortablement les émigrés. Le relatif développement de l'Algérie, comme celui d'autres Etats du "Tiers-Monde", n'a cependant été possible que dans le cadre de la prospérité du système capitaliste international qui a suivi la seconde guerre mondiale. Cette prospérité, si elle a surtout profité aux grandes métropoles impérialistes et s'est bâtie sur la misère, la surexploitation de centaines de millions d'hommes des pays du Tiers-Monde, a cependant entraîné dans son sillage certains Etats qui sont devenus de petites puissances industrielles régionales, ce qui est l'ambition de la bourgeoisie algérienne.

Mais aujourd'hui, le système capitaliste est entré en crise et cette crise, à des degrés divers, n'épargne aucun Etat, pas plus les Etats prétendument "socialistes" que les Etats impérialistes les plus riches. De l'aveu de tous les politiciens et économistes bourgeois, cette crise n'a aucune chance de se résorber et leurs hypothèses les plus optimistes sont que l'univers capitaliste s'enfonce lentement dans la crise sans connaître de brusques chutes catastrophiques comme celle de 1929.

Dans un tel contexte, certains Etats du Tiers-Monde, en particulier ceux qui disposent de ressources pétrolières comme l'Algérie, peuvent-ils espérer "s'en tirer" ? Nous allons essayer de démontrer ici qu'il n'en est rien et que la classe ouvrière et les masses pauvres d'Algérie comme celles de la majeure partie des Etats dits "sous-développés" doivent au contraire s'attendre à une aggravation catastrophique de leur sort.

UN PRECEDENT : LA CRISE DE 1929.

Même si cette comparaison a des limites, il est intéressant de voir quel a été l'effet de la crise de 1929 sur le "Tiers-Monde", essentiellement formé de "colonies" à l'époque.

Une des conséquences de cette crise a été l'effondrement brutal des cours de la plupart des matières premières, en raison de la diminution de la production industrielle, et par conséquent de la demande. Cela a plongé dans la ruine un grand nombre de pays, en particulier les pays dont la production était axée sur un produit particulier. De 1928 à 1932, le prix du sucre était divisé par 2,7 ; celui du caoutchouc par 5 ; celui du coton

.../...

par 4,3 ; celui du riz par 3. Des Etats comme le Brésil, l'Egypte, Cuba voyaient leurs exportations s'effondrer. Les réserves d'or du Brésil (ruiné par la chute du cours du café) passaient de 1242 millions de francs or à 129 millions !

On dispose de peu d'informations précises sur les conséquences de la crise sur les classes ouvrières alors peu développées des "colonies", les statistiques du Bureau International du Travail ne portant que sur celles des "métropoles". (Le sort des travailleurs de ces pays intéressait alors fort peu les statisticiens...) On sait cependant qu'en Inde, la crise entraîna des famines. Une de ses conséquences fut l'accélération de l'exode rurale, les paysans ruinés par l'impossibilité de vendre leurs récoltes destinées à l'exportation se trouvant contraints de solder leurs terres à des usuriers ou des gros propriétaires. En ce qui concerne le Maghreb, on sait par exemple qu'en Tunisie - fortement frappée par la chute des prix de l'huile, de l'orge et de la laine - des famines poussèrent des milliers de paysans vers les villes. En 1929-32, des populations qui avaient jusqu'alors refusé le travail dans les mines se trouvèrent contraintes par la misère à l'accepter. Quand on sait que le gouvernement français tenta à l'occasion de la crise de baisser le salaire de ses fonctionnaires en Tunisie, on imagine le sort des ouvriers tunisiens !

En Algérie, en 1929, les salaires ouvriers baissent : un manoeuvre qui gagnait de 10 à 13 francs par jour ne va plus gagner que 6 francs, alors que les prix de certains aliments doublent ou triplent. Si nous ne disposons pas de chiffres précis sur l'augmentation du chômage, nous voyons donc que la crise de 1929 a provoqué une misère épouvantable dans les pays du Tiers Monde. Le journal "La voix indigène" de Constantine écrit par exemple en 1934 : "Une armée considérable de 4 millions de faméliques sillonnent tout le territoire : guenillards en haillons sordides, marchant pieds nus dans la boue, dans la neige, couchant à même le sol, jonchant les grandes routes de cadavres et semant sur leur passage les épidémies les plus effroyables".

L'incurie de l'Administration coloniale indifférente à tout ^{ce qui ne} concernait pas les intérêts de l'impérialisme français ou ceux des colons, devait sans aucun doute contribuer à aggraver la situation. Le cas de la Turquie nous fournit un élément de comparaison sans doute plus intéressant parce que plus proche par certains aspects de l'Algérie d'aujourd'hui. Au moment de la crise de 1929, la Turquie était un Etat indépendant gouverné par le régime nationaliste d'Attaturk, qui par bien des traits ressemblait à ceux de Nasser ou de Boumedienne. Pour tenter de promouvoir un développement économique indépendant, Attaturk menait une politique économique de capitalisme d'Etat, l'Etat prenant en charge les secteurs industriels vitaux de base.

A la différence des Etats coloniaux où les lois de l'économie de marché jouèrent "librement", l'Etat turc procéda à une sorte de planification des conséquences de la crise. Touché durement par la dévaluation de la livre turque, la chute des exportations, la croissance de sa dette extérieure, l'Etat turc fit payer la crise aux classes laborieuses, non en fermant les usines comme dans de nombreux autres Etats, mais en accroissant considérablement le taux d'exploitation. Alors que les prix et les impôts doubleraient, permettant à l'Etat de maintenir ses investissements industriels,

.../...

les salaires stagnaient ou baissaient. Le crédit agricole était brusquement diminué, ce qui entraînait une concentration des terres et obligeait des dizaines de milliers de petits paysans ruinés à venir dans les villes vendre leurs bras à l'Etat patron pour une bouchée de pain. Si le nombre des ouvriers disposant d'un emploi ne diminua pas, leur sort fut donc brutalement aggravé et, pour parer à toute résistance ouvrière, le régime exerça une répression féroce et fit régner une discipline de fer dans les entreprises étatiques.

UNE INTERDEPENDANCE ACCRUE.

Depuis la crise de 1929, beaucoup de choses ont certes changé, mais loin de constituer des éléments incitant à l'optimisme, ces changements constituent au contraire pour la plupart des facteurs d'aggravation de l'impact d'une crise mondiale.

Sans les examiner en détail, énumérons un certain nombre de ces modifications :

- L'interdépendance économique de tous les pays du globe s'est considérablement accrue et par conséquent les possibilités de survivre en autarcie sont beaucoup plus réduites.
- Le relatif développement économique de certains Etats du Tiers Monde s'est fait en grande partie en fonction des besoins industriels des Etats impérialistes. Le fait que la part des produits manufacturés ait considérablement augmenté dans les exportations des Etats du Tiers Monde ne constitue nullement un avantage face à la crise. Les Etats sous-développés seront nécessairement les premiers touchés par les mesures protectionnistes. Il est significatif que, dans toutes les négociations commerciales internationales, les puissances impérialistes commencent par prendre collectivement des mesures protectionnistes contre les rares produits compétitifs des Etats sous-développés avant d'en prendre entre elles. C'est le cas de la CEE par exemple pour les produits textiles.
- La prétendue compétitivité des Etats du Tiers Monde sur le marché mondial en raison des bas salaires n'est qu'une légende complaisamment entretenue par la bourgeoisie des Etats impérialistes pour désigner un bouc émissaire à la classe ouvrière. Cette compétitivité n'est effective que pour de rares produits dont la production est essentiellement à base de main d'oeuvre comme certains produits textiles. Si on prend par exemple le cas de la sidérurgie, un ouvrier égyptien touche certes un salaire six à huit fois inférieur à celui d'un sidérurgiste français, mais ça ne signifie nullement que la sidérurgie égyptienne soit particulièrement compétitive : au complexe d'Hélouan, on produit ainsi 23 tonnes d'acier (de mauvaise qualité) par an, contre plus de 160 tonnes ^{par ouvrier} dans la sidérurgie française déjà en crise. Ce complexe sidérurgiste d'Hélouan n'a jamais pu par exemple fonctionner à plus de 50 % de sa capacité productive (ce qui est également le cas de nombreuses industries en Algérie) et l'Etat égyptien se trouve dans l'incapacité de le rentabiliser. Non seulement les productions des Etats du Tiers Monde ne risquent guère de prendre la place sur le marché mondial de celle des grands Etats impérialistes, mais elles ont bien souvent des coûts de production bien supérieurs. Autre exemple, un tracteur produit par la SONA-COME algérienne revient deux ou trois fois plus cher qu'un tracteur importé d'Europe !

.../...

On confond en effet bien souvent l'intérêt que les trusts multinationaux ont à implanter certaines unités basées sur une main d'oeuvre relativement peu qualifiée dans certains Etats du Tiers Monde (électronique, montage automobile, etc..) avec la rentabilité de telles unités prises isolément. L'opération est certes rentable pour une multinationale dans le cadre d'une division internationale du travail, mais ne l'est pas pour l'Etat producteur qui doit payer au prix fort la technologie, l'équipement, les pièces de rechange, etc... Pour toutes ces raisons, les industries des Etats du Tiers Monde sont dans l'incapacité complète de faire face à la concurrence de celles des Etats impérialistes.

- La domination technologique des Etats impérialistes a atteint un degré extrêmement élevé sur les Etats sous-développés. Une étude portant sur 15 pays du Tiers monde montre que ces Etats reversent à l'impérialisme 7 % des revenus totaux de leurs exportations sous forme de droits pour l'utilisation de brevets et licences. Pour l'ensemble des pays du Tiers Monde, cela représenterait 1500 millions de dollars par an !

L'Algérie qui n'échappe pas à la règle, doit être un des Etats les plus étroitement dépendants sur le plan technologique de l'impérialisme, puisqu'une étude de l'OCDE montre que l'Algérie importe à elle seule 12 % du volume des technologies importées par les pays du Tiers Monde, soit 25 fois plus que la moyenne.

En cas d'approfondissement de la crise, on imagine les possibilités offertes par cette domination aux puissances impérialistes pour faire porter au maximum sur les Etats sous-développés les conséquences de cette crise. Les trusts multinationaux qui ont choisi d'installer certaines productions dans des Etats sous-développés dans le cadre de leur stratégie internationale, peuvent parfaitement en abandonner une partie dans une période de crise. Les Etats producteurs se retrouveraient à la fois sans les moyens technologiques de continuer à les faire tourner et sans les débouchés sur le marché international. Cette dépendance technologique est d'ailleurs étroitement liée à l'endettement de plus en plus important des Etats du Tiers Monde.

- L'endettement de 86 pays du Tiers Monde recensé par la Banque Mondiale pour le développement a été multiplié par 7 de 1967 à 1974. Il doit atteindre environ 200 milliards de dollars aujourd'hui. Pour l'Algérie, qui dans ce domaine n'échappe pas non plus à la règle, cette dette s'élèverait à 15 milliards de dollars environ, dont 2 milliards empruntés aux seuls USA. L'impérialisme est un usurier qui ne fait pas de cadeau : 18 % des exportations de l'Algérie sont consacrées à rembourser cette dette. Cela signifie en clair que l'Algérie emprunte pour produire et produit... pour rembourser. L'endettement des pays du Tiers Monde est d'ailleurs une des formes privilégiées de domination de l'impérialisme. Tout retard dans les remboursements ou tentative de les différer est utilisé pour étendre le droit de regard de l'impérialisme, dont le Front Monétaire International joue le rôle d'huissier. Par exemple en 1977, l'Egypte n'a pu obtenir le report de ses dettes qu'en s'engageant à prendre diverses mesures visant à renforcer d'une part l'austérité et l'exploitation des travailleurs, de l'autre à favoriser encore davantage l'impérialisme et à orienter l'économie en fonction de ses intérêts. De même qu'un banquier accroit son contrôle sur une petite entreprise en crise qui lui emprunte de l'argent, l'impérialisme accroit le sien sur les Etats sous développés à la faveur de la crise mondiale.

.../...

- Le rôle de l'immigration qui restait relativement limité entre les deux guerres est devenu déterminant dans l'économie de certains Etats, au premier rang des quels l'Algérie. (Le problème est loin de concerner la seule Algérie puisqu'il y a environ 12 millions d'immigrés en Europe). Pour l'Algérie, l'immigration représente une ressource de l'ordre de 150 milliards d'anciens francs annuels, soit près de 15 % de la balance des paiements algérienne. On mesure donc les conséquences catastrophiques que pourrait entraîner l'expulsion massive de centaines de milliers de travailleurs sur l'économie et sur le marché du travail algérien, où l'afflux d'une masse de main d'oeuvre constituerait une pression à la baisse des salaires. Le niveau de vie d'une partie de la population se trouverait gravement amputé, d'autant plus que près de deux millions de personnes sont aujourd'hui concernées par les mandats des émigrés.

- La dépendance alimentaire des Etats sous-développés à l'égard des Etats impérialistes est aujourd'hui générale en raison du développement (contrairement à la situation d'avant la seconde guerre mondiale) d'une agriculture de type capitaliste ou semi-capitaliste produisant pour le marché mondial qui a éliminé les petits producteurs vivant en autarcie. Les Etats impérialistes ont ainsi aujourd'hui pratiquement la possibilité d'affamer les pays sous-développés. (Cette possibilité fait d'ailleurs partie des stratégies envisagées aussi bien par les USA - premier producteur mondial agro-alimentaire - que la France - 5ème producteur.

Encore une fois, l'Algérie n'échappe pas à la règle. Paradoxalement, alors que 60 % de la population vit encore des ressources de l'agriculture, cette dépendance ne cesse de croître. Les importations alimentaires représentent aujourd'hui environ 20 % des importations. Selon les résultats des récoltes, c'est par exemple de 10 à 25 millions de quintaux de blé qu'il faut importer chaque année. La possibilité de financer ces importations est donc étroitement liée à celle de se procurer les devises nécessaires. Pour limiter ses dépenses face à la crise, la bourgeoisie n'a pas d'autre solution que d'essayer de limiter la consommation de la population par des hausses de prix. Sans même qu'il s'agisse nécessairement d'une politique délibérée de l'impérialisme, le spectre de la famine menace dans la mesure où les Etats sous-développés ne pourraient plus faire face aux dépenses d'importations alimentaires. Ceci d'autant plus que cette dépendance alimentaire se conjugue avec une démographie galopante.

- Les problèmes démographiques, joints à l'exode rural concernent également la totalité des pays du Tiers-Monde. Un chiffre est parlant : sur 162 villes de plus de 1 million d'habitants, 83 sont des villes du Tiers Monde, et sur les 25 plus grandes villes du monde de l'an 2000, 18 seront des villes d'Etats sous-développés ou semi sous-développés, dont la plus grande Mexico comptera plus de 31 millions d'habitants ou Bagdad qui en comptera plus de 10 millions... C'est dire que ces gigantesques accroissements de concentrations humaines ne correspondent absolument pas à des accroissements de ressources en proportions suffisantes. Cela signifie en clair une extension inimaginable des zones de bidonvilles déjà gigantesques à la périphérie de toutes ces capitales, et l'existence de millions et de millions de chômeurs et de désœuvrés dans ces villes. Déjà aujourd'hui, on évalue à 36 % le pourcentage de la force de travail au chômage en Afrique, 30 % en Asie et 29 % en Amérique Latine. Ce pourcentage atteindrait ainsi un niveau qu'on a peine à imaginer...

.../...

L'Algérie est particulièrement concernée par ce problème : le taux de natalité est un des plus élevés des pays sous-développés. De 1966 à 1972, la population est passée de 12 millions à près de 14 millions de personnes, et on compte aujourd'hui un Algérien sur deux de moins de 15 ans ! A côté de cela, dans la même période, le développement industriel ne permettait de créer que 170 000 emplois environ, ce qui reste dérisoire par rapport aux 1,5 million de chômeurs. Si on considère qu'il s'agit de la période faste du développement du capitalisme algérien dont le taux de croissance stagne aujourd'hui (le Produit Intérieur Brut est passé d'un accroissement moyen de 7 % par an en 1965 à 6 % en 1974-76), on comprend que l'Etat algérien sera d'ici quelques années dans l'incapacité, non seulement de donner du travail, mais de nourrir des millions d'individus, cela même si la crise ne s'approfondit pas brutalement.

MIRACLE PETROLIER ?

La disposition de gisements pétroliers est incontestablement un atout économique. Les Etats producteurs de pétrole ont ainsi été moins affectés par la crise de 1973-74 que les Etats sous-développés non producteurs. Cet atout n'a cependant pas de vertus miracles. Le pétrole, bien que produit stratégique, n'échappe pas aux lois qui régissent l'évolution des prix des matières premières en période de crise. Ceux-ci ont tendance à chuter comme l'a montré l'exemple de la crise de 1929. La propagande des Etats impérialistes sur les prix du pétrole ne doit pas nous intoxiquer : ceux-ci disposent de multiples moyens de compenser les hausses décidées par les Etats producteurs. Depuis 1974, la valeur d'échange du pétrole a considérablement diminué. Les statistiques de l'OPEP montrent qu'un baril de pétrole n'a aujourd'hui qu'un tiers de sa valeur d'achat de 1974. Les mécanismes par lesquels les Etats impérialistes annulent les hausses sont connus :

- Dévaluation du dollar, monnaie qui est utilisée pour payer le pétrole.
- Hausse constante des produits manufacturés : machines, technologie, etc...

Et, comme nous l'avons vu, l'Algérie est étroitement tributaire de ces achats. Le plus significatif de la dépendance technologique de l'Algérie est d'ailleurs qu'une partie des "pétro-dollars" (dollars versés pour les achats de pétrole) sont utilisés dans des investissements de.. matériel d'extraction ou de raffinage de pétrole, investissements liés aux besoins des Etats impérialistes et qui ne créent que très peu d'emplois...

L'évolution du solde de la balance des paiements des Etats pétroliers depuis 1974 montre bien la baisse de la valeur du pétrole. Ce solde qui était de 3,5 milliards de dollars en 1971-73 (avant la hausse) a monté à 68 milliards de dollars en 1975 (après la hausse). Il est aujourd'hui retombé à moins de 20 milliards.

Pour l'Algérie, les rentrées pétrolières de 1974 n'ont été en fait qu'un répit qui a notamment permis de financer des importations alimentaires pour faire face à la pénurie. Pourtant, dès janvier, 1975, la détérioration des termes des échanges, les hausses de prix des produits alimentaires amenaient le gouvernement algérien à prendre des mesures d'austérité et de restriction.

D'autres raisons limitent également l'importance de l'"atout pétrolier" de la bourgeoisie algérienne : - l'épuisement de certains gisements dont l'exploitation a pourtant demandé des investissements considérables.

.../...

- La capacité par les Etats impérialistes de mettre en place progressivement des produits de remplacement (charbon, bitumeux, nucléaire, etc..).

LA CRISE ENTRAINERAIT UN ACCROISSEMENT DES RIVALITES.

Nous voyons donc que l'Algérie n'a aucune raison particulière d'échapper à l'impact d'un approfondissement de la crise mondiale du capitalisme, même si aujourd'hui son économie semble donner des signes superficiels de santé que les apologistes du régime prennent - ou affectent de prendre - pour une véritable santé. Mais l'approfondissement de la crise mondiale se traduirait également par des conséquences politico-militaires. Avant que les grandes puissances impérialistes en soient réduites à se lancer dans une troisième guerre mondiale pour le repartage des marchés, il est probable qu'elles commenceront par pousser vigoureusement les conflits locaux qui n'épargnent ^{encore davantage} déjà guère le Tiers Monde. La crise ne pourrait qu'inciter les bourgeoisies locales à tout faire pour arracher à leurs rivales les richesses de leurs régions : pétrole, minerais stratégiques, etc. La crise aiguiserait donc la mini-course aux armements que se livrent les différents candidats aux rôles de relais locaux de l'impérialisme.

Comme les impérialistes ne font pas non plus cadeau des armes technologiquement avancées dont ils ont le monopole de la production, les économies des Etats sous-développés seraient encore davantage saignées. (Le récent défilé d'anniversaire organisé par Chadli a montré que la bourgeoisie algérienne n'était pas la dernière à se lancer dans cette course aux armements ultra-sophistiqués...).

En laissant même de côté la perspective d'une guerre ouverte, toutes ces raisons permettent donc de penser que les conséquences de l'aggravation de la crise sur les Etats du Tiers Monde en général, et sur l'Algérie en particulier, seront vraisemblablement au moins aussi catastrophiques que celles de la crise de 1929.

Contrairement à ce qu'affirment par exemple des opposants au régime tels que le PRS, les causes fondamentales de cette situation ne résident d'ailleurs pas dans une mauvaise gestion du capitalisme algérien qui ferait la part trop belle à l'impérialisme au détriment d'un prétendu développement national indépendant. L'expérience de tous les Etats nationaux qui ont vu le jour depuis la fin de la seconde guerre mondiale dans les ex-colonies montrent que, quel que soit le régime, il doit faire appel aux capitaux et à la technologie de l'impérialisme sous peine de stagnation. Des différences certes très importantes existent sans doute entre les cas des bourgeoisies entièrement compradores et celles qui cherchent à conserver le maximum d'autonomie, entre la Tunisie et l'Algérie, ou entre la Malaisie et le Vietnam pour prendre des cas extrêmes, mais les unes comme les autres sont frappées par la crise. L'exemple de la Chine où les produits alimentaires viennent de subir une hausse de 30 % - bien que cet Etat soit beaucoup moins intégré dans le marché mondial que l'Algérie -, est tout à fait parlant à cet égard. Même un Etat ouvrier isolé n'aurait guère la possibilité d'épargner complètement aux masses populaires les conséquences de la crise, il ne pourrait que prendre des mesures égalitaires visant à les limiter. Il n'existe donc pas de politique économique miracle de rechange.

Ces perspectives ne sont sans doute pas réjouissantes. Il faut
.../...

néanmoins comprendre que l'interdépendance créée par le développement du capitalisme comporte des facteurs positifs pour la révolution socialiste :

- Dans une grande partie des Etats du Tiers Monde et en particulier en Algérie, la classe ouvrière qui n'était qu'embryonnaire entre les deux guerres a un poids numérique et social beaucoup plus important.
- L'acquisition de l'indépendance a en grande partie permis de lever l'hypothèque nationaliste en séparant plus nettement les classes nationales antagonistes de ces Etats.
- Les grandes concentrations urbaines, si elles sont un facteur de misère, donnent aussi plus de possibilités de constitution d'organisations collectives de prolétaires et de semi-prolétaires, et de chances de succès à des insurrections urbaines, et non plus à des mouvements de guérillas incontrôlées par les travailleurs et dirigées par des nationalistes bourgeois.
- Les brassages de population, les mouvements d'émigration ont contribué à donner une certaine expérience à des fractions de la classe ouvrière, et à lever au moins en partie certains préjugés nationalistes.

On peut donc dire que, si les prochaines années ont de fortes chances d'infliger aux masses exploitées des épreuves difficiles, et même si tout reste à faire pour construire les organisations révolutionnaires indispensables, les révolutionnaires n'abandonnent pas la période à venir sans espoir !

MAROC

La bourgeoisie mène sa guerre , faisons la guerre à la bourgeoisie !

Les récents événements au Sahara Occidental ont montré l'affaiblissement important de la bourgeoisie marocaine et particulièrement du pouvoir personnel de Hassan II. Ils ont par contre mis en relief le renforcement tant militaire que politique et diplomatique de la future bourgeoisie sahraouie.

Après la Conférence de Monrovia des Etats de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) en juillet 1979, reconnaissant le droit d'autodétermination et d'indépendance aux Sahraouis, un accord entre le gouvernement mauritanien et le Polisario fut signé en août. Les dirigeants mauritaniens s'engageaient à retirer leurs troupes des zones qu'elles occupaient, et renonçaient à toute revendication sur le territoire appelé Sahara Occidental.

La bourgeoisie mauritanienne ne pouvant plus supporter le harcèlement qui lui était imposé par les troupes du Polisario, laissait Hassan II porter seul le poids et la responsabilité de la guerre qui s'intensifie encore aujourd'hui. Dès lors, la bourgeoisie marocaine, de plus en plus isolée, n'avait plus comme dernier recours, qu'à se tourner encore davantage vers ses maîtres impérialistes, les USA et la France, pour qu'ils la fournissent en armes.

La bourgeoisie marocaine dans l'impasse.

L'enlisement de la bourgeoisie marocaine dans le conflit du Sahara occidental fait sentir ses effets sur la situation sociale et politique du Maroc.

L'engagement de dizaines de milliers de soldats dans les combats grève son budget et lui revient, selon certaines sources, à plus d'un million de dollars par jour. Le moral des troupes, qui n'ont pas été relevées depuis plus de quatre ans, est très bas. Les désertions se multiplient et, selon des journalistes français qui ont eu accès à des archives marocaines, elles représenteraient environ 10 % des effectifs réguliers de l'armée royale. Les grèves de l'année dernière, les plus fortes depuis 1956, laissent des traces. Bien que le calme ait repris le dessus, les observateurs bourgeois eux-mêmes envisagent sérieusement la déstabilisation du régime marocain. A tel point que des politiciens libéraux américains ont publié un rapport (attribué à la CIA) qui n'exclut pas la chute de Hassan II dans moins d'une année...

Toujours est-il que le régime marocain a plus fréquemment recours aux arrestations en masse, à la répression ouverte contre toute revendication ouvrière (arrestations de milliers de syndicalistes de base ces derniers mois). Plus que jamais, son sort est entre les mains des pays impéria-

.../...

listes qui lui fournissent des armes pour mener à bien sa guerre à l'intérieur et à l'extérieur.

Toujours et encore plus d'armes.

Les supplications de Hassan II ont fini par être en partie satisfaites : Carter a récemment décidé d'augmenter son aide militaire au Maroc et de le fournir en armes et matériel militaire anti-guérilla. Il ne fait pourtant aucun doute pour lui que la bourgeoisie marocaine a perdu la partie, du moins celle de l'annexion totale du Sahara occidental. Brejzinski, conseillé de Carter pour les problèmes de sécurité, est allé expliquer à Chadli début novembre que la livraison des armes au Maroc serait en partie conditionnée par son engagement à faciliter une "solution politique négociée" (autrement dit un partage du gâteau sahraoui entre les bourgeoisies de la région). Il faut dire que les USA sont les premiers partenaires économiques de l'Algérie, et c'est une place qu'ils ne souhaitent pas perdre.

La bourgeoisie française n'est pas moins hésitante, ni prudente. Elle ne veut pas d'une solution militaire qui comporte les risques d'un élargissement rapide et dangereux du conflit, ni d'une déstabilisation rapide et incontrôlée du pouvoir de Hassan II. Elle ne veut pas non plus que la Mauritanie, un de ses fiefs, soit "annexée" par le Maroc. D'où ses atermoiements et contradictions. Elle livre quelques "Mirage F I" au Maroc, qui vient d'ailleurs de les utiliser contre les troupes sahraouies lors de la bataille sanglante de Smara ; elle fait des pieds et des mains pour conserver la "sympathie" de la bourgeoisie algérienne, et installe ses paras en Mauritanie (décision annoncée le 23 octobre 1979) pour contenir les appétits du régime marocain.

Seulement, le cynisme de ces calculs, construits sur des milliers de morts de part et d'autre, comporte de nombreux risques de glissements. Les livraisons d'armes au Maroc ne peuvent, dans le contexte actuel, conduire qu'à une intensification des affrontements. Une conflagration avec l'Algérie, bien que très improbable, n'est pas impossible.

Si, au cours des offensives- contre offensives politiques et militaires entre toutes les parties, une telle guerre devait se produire, les prolétaires et les classes laborieuses de la région devraient s'opposer à toutes les parties et défendre seulement leurs intérêts de classe, en retournant leurs armes contre tous les états-majors bourgeois.

IMMIGRATION

NANTERRE

Pas de tente sur le bitume !

A Nanterre, cité du Chemin des Lignes, le 25 octobre dernier, 600 travailleurs immigrés résidents au foyer se sont faits expulser brutalement par la police. Le foyer comptait plus de 1000 résidents, dont 800 grévistes ; sur les 10 000 habitants de la cité voisine, plus de la moitié sont des travailleurs immigrés. Nanterre Deux Tours était d'ailleurs un des foyers de pointe dans la lutte des foyers Sonacotra.

La première tour et ses 500 occupants se sont donc quand même faits vider par les flics, puis la deuxième, et les non-grévistes ont été relogés à la place des travailleurs expulsés. La Sonacotra a même distribué des cartes jaunes aux non-grévistes, - pour reconnaître les siens.

La première nuit, les grévistes l'ont passée sur le parking d'en face, dans une tente. Le lendemain même, mercredi matin, le préfet et le maire communiste de Nanterre, qui ne voulaient pas de tente sur le bitume, envoyaient des "brigades spéciales d'intervention" pour obliger les 512 grévistes à plier la tente : ils craignaient que Nanterre devienne un nouveau Garges... Le soir, 2 cars de la municipalité emmenaient les grévistes dans une pièce en sous-sol de 60 m², garnie de matelas à même le sol, dans l'école maternelle Soufflot, non loin du foyer.

Cette fois-ci aussi la politique du PCF a été plus que significative. Tout d'abord l'attitude des élus communistes, comme à Garges, n'a jamais eu pour objectif de soutenir les travailleurs : réponse d'un "oui, mais..." du maire Saudemont aux travailleurs qui lui demandaient le premier soir des couvertures, de la nourriture et une camionnette ; proposition du maire de négocier avec la Sonacotra, ... mais seulement sur la base des propositions du PCF ; reproche fait aux travailleurs d'avoir fait grève sur des revendications "gauchistes" ; etc... On n'en attendait pas moins du PCF ! Les résidents n'en ont d'ailleurs pas été dupes, quand les élus staliniens leur ont proposé une soupe chaude à la mairie le mercredi soir, pour appuyer leurs propositions, ... nul n'y est allé.

Il n'en reste pas moins que la situation est plus qu'alarmante à Nanterre comme dans les autres foyers. Face à la répression qui s'abat, et vu l'isolement dans lequel nous sommes dans les foyers, il est plus que jamais nécessaire de nous serrer les coudes. Il nous faut faire en sorte que ce recul important de la lutte ne se traduise pas en débandade.

Comment l'Etat algérien a-t-il défendu "ses" travailleurs émigrés jusqu'ici ?

Dans le numéro 35 de T.I.L., nous avons publié un article pour expliquer l'attitude de l'Etat algérien vis-à-vis des travailleurs de ce même pays en France. En effet, certains travailleurs espèrent une intervention de "leur" gouvernement auprès de l'Etat français afin d'obtenir le renouvellement des cartes de séjour : dans ce domaine, les perspectives d'avenir sont encore plus sombres qu'à présent. Nous avons montré que les travailleurs ne devaient se faire aucune illusion. L'Etat algérien est guidé par ses intérêts, et ceux-ci sont contraires à ceux des ouvriers. L'Etat algérien est prêt à accepter des expulsions, et ce, quelle que soit la volonté des principaux concernés. Il suffira pour cela que le retour des travailleurs immigrés se fasse dans des limites qui préviennent tout risque d'explosions sociales en Algérie.

Ces travailleurs immigrés ne doivent compter que sur eux-mêmes, disions-nous. Nous serons amenés à le répéter après le bref rappel qui suit de l'attitude concrète de la bourgeoisie algérienne, par l'intermédiaire de l'Amicale des Algériens en Europe (AAE) vis-à-vis de "ses" travailleurs.

L'opposition ou la passivité de l'AAE à l'égard de presque toutes les luttes importantes de travailleurs immigrés est très significative. Ces quelques exemples nous éclaireront : Il y a quelques années, les travailleurs en étaient arrivés à surnommer les bureaucrates de l'AAE "Messieurs 10 Francs", car leurs seuls contacts avec eux étaient pour le paiement des timbres-cotisations annuels.

- A Citroën, le bagne industriel, l'insistance de l'AAE pour que les travailleurs "ne fassent pas de politique" l'ont discréditée et identifiée à la CFT, syndicat patronal, qui y règne en maître. Remarquons cependant que l'Amicale des Marocains a fait mieux, puisqu'un de ses membres ^{est} dirigeant de la CFT à Citroën.

- A la Sonacotra, l'AAE s'est opposée à la grève parce que les travailleurs n'étaient pas "chez eux", parce qu'il faut payer son loyer comme tout le monde" et ne pas semer le désordre, parce qu'il faut "renvoyer les gauchistes qui ont tout manigancé". Elle a pour cela été vertement expulsée des foyers. C'est par impuissance qu'elle modifie son attitude aujourd'hui et prête en paroles son soutien aux grévistes.

- Sa passivité devant les crimes racistes. Alors que plus d'une centaine d'Algériens (mais bien plus si l'on compte les autres travailleurs immigrés) ont été tués depuis 1971, l'AAE demande que "les coupables d'agressions racistes soient poursuivis et jugés". Elle reconnaît que l'Algérie a maintes fois affirmé qu'elle considérerait qu'il revenait aux autorités du pays d'assurer la sécurité... de ses ressortissants. (P 22 Nouvelles Perspectives).

.../...

Elle demande cela, (outre qu'elle ne se préoccupe que des Algériens) à l'Etat français dont la complicité avec les groupes fascistes, responsables des attentats est évident ! Dont la police elle-même a abattu plus d'une fois des travailleurs immigrés dans les commissariats !
- La passivité aussi devant les difficultés administratives croissantes des travailleurs immigrés.

D'une façon générale, l'attitude que propose l'Amicale aux travailleurs immigrés, c'est de travailler et de se taire, sous prétexte qu'on " n'est pas chez nous " . (On pourrait dire sans risque d'être contredit que c'est aussi ce qu'ils nous imposent "chez nous" !)

Voilà quel a été le rôle de l'Etat algérien, par l'intermédiaire de ses représentants dans l'émigration, vis-à-vis des travailleurs immigrés et il n'a pas de raison d'en changer. Aucun Etat bourgeois ne défend "ses" travailleurs : il se défend plutôt contre eux !

ALGERIE

Quelques coups d'éclat, mais la dictature reste !

Depuis la mort de Boumédiène et son remplacement par Chadli, un certain nombre d'événements ont eu lieu en Algérie. Nous avons déjà évoqué dans T.I.L. certains d'entre eux, comme par exemple la campagne d'"assainissement". Après l'élargissement de Ben Bella et la suppression des autorisations de sortie, la presse internationale n'a cessé de parler des perspectives de plus en plus certaines de "libéralisation". Des illusions sont propagées par la presse bourgeoise au sein de la classe ouvrière, sur les effets bénéfiques d'une présumée "déboumédiénisation"...

La carotte pour les bourgeois,...

Ben Bella, incarcéré depuis 1965 par Boumédiène après le putsch qui l'a porté au pouvoir, a du moins officiellement cessé d'être un prisonnier politique. Il a bénéficié ainsi que quelques autres opposants bourgeois comme Ferhat Abbas, Ben Khedda, Lahouet et Kheirédine "à l'occasion du dix septième anniversaire de l'indépendance" d'une relative liberté d'action. Le régime de Chadli a même entamé des discussions avec différents opposants en exil comme Zbiri, Aït Ahmed, et Boudiaf ! Toujours dans le cadre de "l'ouverture en politique intérieure", les autorisations de sortie ont été supprimées (formellement, n'importe qui peut maintenant quitter l'Algérie).

Cette mansuétude vis-à-vis des opposants politiques bourgeois n'est à bien des égards qu'un leurre et une opération démagogique. Ben Bella ne représente en aucun cas un danger pour la clique en face. Ecartés de la vie politique pour la plupart depuis des années, Ben Bella et compagnie ne sont pas une solution de rechange pour la bourgeoisie. Ne bénéficiant par ailleurs pas de l'appui de partis politiques, ils ne représentent aucun danger (à court et à moyen terme) pour la clique en place. Celle-ci par contre espère par ces mesures de "clémence", réaliser un certain consensus au sein de la bourgeoisie.

C'est à des membres de sa classe que le régime "s'entr'ouvre". La suppression des autorisations de sortie est significative à ce sujet. L'institutionnalisation de ces autorisations par Boumédiène en juin 1967 avait été une atteinte scandaleuse au droit de chaque Algérien à pouvoir circuler à sa guise. Tous les Algériens n'étaient cependant pas concernés de la même façon ; les bourgeois, bénéficiant eux du piston et de "moyens", arrivaient à obtenir l'"autorisation de sortie" sans difficulté majeure. De plus, vu

.../...

le niveau de vie des masses, voyager à l'étranger n'est pas à la portée du premier venu. La suppression des "autorisations de sortie" concerne donc d'abord les membres de la classe possédante, qui ont ainsi une formalité administrative en moins. Cette suppression peut aussi être comprise comme une prise en considération par le pouvoir des besoins en biens de consommation de la bourgeoisie, qui supporte difficilement "l'austérité" relative dans laquelle l'a cantonnée Boumédiène, en donnant la priorité à l'importation des biens d'équipement.

Des rumeurs ballons d'essai, des articles dans la presse aux ordres critiquant certains aspects de la politique du régime de Boumédiène, bref la clique de Chadli fait tout pour essayer d'instaurer un nouveau climat politique et donner l'illusion d'un réel changement. Le pouvoir essaie même de faire croire qu'à l'avenir, il compte "lui" oeuvrer pour la résolution des problèmes sociaux. Son attitude relativement critique par rapport à la réalité économique et sociale dont il a hérité, a pour objectif de lui gagner la sympathie des masses qui vivent quotidiennement les pénuries, les problèmes de santé, de logement, de transport, l'inflation, etc.. C'est ainsi que le régime de Chadli compte acquérir une popularité à bas prix.

... le bâton pour les travailleurs.

Les travailleurs ne doivent cependant pas se leurrer. Chadli a d'ailleurs déjà annoncé la couleur. La campagne "d'assainissement" a montré que l'ordre musclé était à l'ordre du jour. Certaines scènes à Alger rappellent infailliblement l'époque de la colonisation : flics avec des chiens quadrillant la ville, passants brutalisés pour rien, ouverture de camps de travail, le tout couronné de tribunaux de flagrants délits. Evidemment, la bourgeoisie essaie de justifier sa campagne de répression en prétextant le "bien être et la sécurité des citoyens" !

L'insécurité, comme l'hygiène sont effectivement des problèmes à résoudre. Mais la matraque n'y peut rien. C'est les conditions de vie misérables, le chômage qui poussent un nombre de plus en plus grand de jeunes dans la rue et qui les obligent à se "débrouiller" pour survivre. Ne parlons pas de l'hygiène, quand les travailleurs sont entassés dans des logements plus qu'exigus, quand dans des quartiers entiers il n'y a pas d'eau. N'oublions pas que c'est la bourgeoisie qui est responsable du fait que les masses vivent dans la misère et le dénuement.

En réalité, le déploiement policier pretexté par la lutte contre les "fléaux sociaux" ne vise qu'à décourager et à intimider ceux qui seraient susceptibles de se révolter, c'est-à-dire les couches opprimées de la population et en premier lieu les prolétaires.

Si "bien être" il y a, si de "bien être" il s'agit, c'est de celui des bourgeois (en toute logique) que le pouvoir se préoccupe. Pour ce faire, la nouvelle clique semble avoir même rompu avec le populisme démagogique de Boumédiène. La bourgeoisie a changé de musique. A longueur de colonnes, on stigmatise la "populace", "le ramassis de fainéants sales et indisciplinés". A l'unanimité et à la négation hystérique de toute lutte de classe fait place le mépris de la bourgeoisie qui brandit la matraque pour mettre au pas les "tire au flanc" (les travailleurs !).

Prévenir les explosions sociales.

La "libéralisation" relative dont semble bénéficier la bourgeoisie .../...

le niveau de vie des masses, venger à l'externe n'est pas à la portée du premier venu. La suppression des "militaires de partie" est une tâche administrative de plus. Cette suppression a peut-être été envisagée, mais elle est allée de pair avec la répression et l'encadrement des classes laborieuses. La bourgeoisie se sait sur une poudrière qui risque d'exploser. Quel que soit l'angle sous lequel on examine la situation en Algérie, on la trouve alarmante: le chômage, les pénuries, le manque de logements,...

Dictature et arrogance des possédants, inégalités sociales de plus en plus grandes, voilà quel est le lot des travailleurs. Et c'est pour qu'ils continuent à l'accepter l'exploitation et la misère que la nouvelle clique serre la vis. La politique de Chadli s'explique aussi par la crise du système capitaliste international. Les bourgeois où qu'ils soient essaient de prénasser encore les travailleurs. Pour ce faire, ils recourent à la répression, à la menace.

La campagne d'assainissement est dirigée contre nous. Nous n'avons rien à attendre de la bourgeoisie, toutes cliques et fractions confondues. Nous ne devons pas nous laisser faire, et tenter de défendre et d'améliorer nos conditions d'existence, en sachant que la seule façon d'en finir avec la misère et l'exploitation, c'est de détruire la société de classes.

QUI SOMMES-NOUS ?

Ce bulletin renéoté est la publication de l'Organisation Communiste Révolutionnaire Internationaliste d'Algérie. Il se veut un trait d'union entre la réalité que vivent les travailleurs au pays, et dans l'immigration.

Il se veut aussi un moyen de contact avec les camarades qui se fixent les mêmes objectifs que nous.

- Notre but est la destruction de l'Etat bourgeois, l'instauration de la dictature du prolétariat, et l'abolition de l'esclavage salarié. La dictature de la classe ouvrière, à la tête des paysans pauvres et des travailleurs agricoles doit être l'instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse. Elle n'a rien de commun ni avec le capitalisme d'Etat, -solution de survie pour le Capital -, ni avec la fausse démocratie bourgeoise, - cette forme hypocrite de la domination des capitalistes -, avec son égalité formelle.

Mais les conseils ouvriers, manifestation directe de la démocratie prolétarienne, sont l'image concrète du pouvoir des travailleurs.

- L'organisation des révolutionnaires doit jouer un rôle moteur dans la généralisation des luttes contre le Capital, et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

- Les travailleurs n'ont pas de patrie. Les frontières sont le cadre de leur exploitation. La société communiste ne peut se construire dans un seul pays. L'émancipation des travailleurs exige l'unité internationale des prolétaires, et la conscience de leurs intérêts de classe, par delà les limites nationales. Il n'y a pas actuellement de pays socialiste au monde.

- Il est nécessaire, pour nous démarquer de certains courants maoïstes, staliniens et réformistes de toute teinte, de souligner que la révolution communiste ne pourra se réaliser que sous la direction du prolétariat, et qu'une lutte de libération nationale ne saurait remplacer une révolution prolétarienne, cette dernière réalisant seule les intérêts de classe du prolétariat.

"QUE LES CLASSES DOMINANTES TREMBLENT
DEVANT UNE REVOLUTION COMMUNISTE.
LES PROLETAIRES N'ONT RIEN A PERDRE
QUE LEURS CHAINES,
ILS ONT UN MONDE A GAGNER".

("Le Manifeste Communiste").